



**DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES INTERNES DE
L'UNION**

**DÉPARTEMENT THÉMATIQUE B: POLITIQUES STRUCTURELLES ET
DE COHÉSION**

CULTURE ET ÉDUCATION

**AMÉLIORER LA PARTICIPATION AU
PROGRAMME ERASMUS**

ÉTUDE

Contenu:

Cette étude examine les contraintes financières et autres obstacles que les étudiants européens doivent affronter pour participer au programme Erasmus. Les données indiquent que les principaux obstacles varient de manière significative d'un pays à l'autre, à l'exception des questions financières qui constituent une préoccupation importante pour les étudiants, où qu'ils se trouvent. La participation au programme Erasmus est liée au milieu socio-économique dont sont issus les étudiants, et elle est surtout influencée par des préférences individuelles et des considérations de coûts-bénéfices, plutôt que par des questions liées à l'accessibilité financière. Parmi les autres obstacles figurent des problèmes liés à la reconnaissance des crédits obtenus au cours des études ainsi qu'à des compétences linguistiques insuffisantes et à des engagements personnels déjà existants.

Ce document a été demandé par la commission parlementaire de la culture et de l'éducation.

AUTEURS

Hans Vossensteyn, Maarja Beerkens, Leon Cremonini - CHEPS, University of Twente (NL)
Barbara Besançon, Noor Focken, Bart Leurs – AEF (NL)
Andrew McCoshan, Neringa Mozuraityte – ECOTEC (UK)
Jeroen Huisman, Manuel Souto Otero - ICHEM, University of Bath (UK)
Hans de Wit (University of Applied Sciences Amsterdam)

ADMINISTRATEUR RESPONSABLE

Ana Maria Nogueira
Département thématique B: Politiques structurelles et de Cohésion
Parlement européen
E-mail: poldep-cohesion@europarl.europa.eu

VERSIONS LINGUISTIQUES

Original: EN.
Traductions: DE, FR.

À PROPOS DE L'ÉDITEUR

Pour contacter le département thématique ou s'abonner à sa lettre d'information mensuelle, veuillez écrire à l'adresse suivante: poldep-cohesion@europarl.europa.eu

Bruxelles, © Parlement européen, 2010

Ce document est disponible sur internet à l'adresse suivante:
<http://www.europarl.europa.eu/studies>

CLAUSE DE NON- RESPONSABILITÉ

Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

Ce document peut être reproduit et traduit à des fins non commerciales pour autant que les sources soient citées, que l'éditeur en soit averti au préalable et qu'il reçoive un exemplaire de la publication.

SYNTHÈSE

Objectif de l'étude

Depuis sa création en 1987, le programme européen ERASMUS a permis à plus de 2,2 millions d'étudiants et 250 000 personnes travaillant dans le milieu universitaire de se déplacer en Europe. À l'heure actuelle, il permet à plus de 180 000 étudiants d'étudier et de travailler à l'étranger chaque année. Malgré l'augmentation continue du nombre d'étudiants participant au programme, le taux de participation reste inférieur à 4% dans la plupart des pays. Par ailleurs, la progression de la participation a stagné voire décliné dans plusieurs pays.

L'objectif de cette étude est d'examiner les obstacles financiers et d'autres barrières éventuelles susceptibles d'entraver la participation des étudiants à ce programme et de tirer des conclusions sur les moyens d'améliorer cette participation. L'étude répond aux questions principales suivantes:

- Quelle est la situation actuelle en ce qui concerne la mobilité des étudiants et en particulier la participation au programme ERASMUS dans les différents pays européens?
- Dans quelle mesure les obstacles financiers empêchent-ils les étudiants de participer à ce programme?
- Dans quelle mesure est-il accessible aux étudiants issus de toutes les catégories socio-économiques?
- Quels autres facteurs, tels que la motivation personnelle, les informations disponibles, les conditions de bourse ERASMUS et la compatibilité entre les systèmes d'enseignement supérieur, ont une influence sur la participation à ce programme?
- Quels mécanismes financiers et autres initiatives permettraient d'accroître à l'avenir le nombre d'étudiants ERASMUS?

L'analyse repose sur trois sources d'information: la recherche documentaire, une étude réalisée auprès des étudiants et des études de cas. La *recherche documentaire* consiste en une synthèse des informations provenant d'études et de données existantes. Nous avons mené une *enquête* parmi des étudiants ERASMUS et non ERASMUS pour connaître leur motivation et les obstacles qu'ils ont rencontrés pour participer à ce programme. Elle a été conduite dans sept pays représentant la plus grande diversité en termes de perception des obstacles financiers (élevés/bas) et de niveau de participation ERASMUS (élevé/bas). L'échantillon final comprend 21 145 réponses, dont 8 697 proviennent d'étudiants non ERASMUS et 12 448 d'étudiants ERASMUS. *Des études de cas approfondies* ont été menées dans quatre pays: leur but est de vérifier les résultats et d'apprendre davantage sur les bonnes pratiques éventuelles.

Nombre d'études antérieures ont examiné les obstacles à la participation à ce programme. Cette étude rassemble des données provenant d'autres études et valide leurs conclusions à l'aide d'une nouvelle enquête réalisée auprès des étudiants. En outre, la plupart des études sur la mobilité examinent les facteurs de motivation et les obstacles perçus par les étudiants mobiles. Cependant, il est aussi intéressant d'examiner la situation des étudiants qui n'ont pas participé à un programme de mobilité et d'avoir une idée des obstacles perçus par ceux-ci. Cette enquête menée auprès d'étudiants qui n'ont pas participé au programme

ERASMUS représente une contribution importante de cette étude aux connaissances déjà existantes. De plus, les études de cas approfondies révèlent des pratiques nationales et institutionnelles intéressantes pour renforcer davantage ce programme.

Principales conclusions sur la participation au programme

Le nombre d'étudiants ERASMUS a constamment augmenté depuis la fin des années 1980. Au cours des dernières années, l'augmentation a été particulièrement forte, même en tenant compte de l'augmentation du nombre d'étudiants à la suite de l'adhésion de nouveaux États à l'Union européenne. La proportion globale des étudiants du programme ERASMUS varie entre 0,1 % et 1,5 % de l'ensemble des étudiants inscrits, à l'exception du Luxembourg où le taux de participation dépasse 6 %. Le taux de participation a tendance à être plus faible dans les nouveaux États membres, mais la croissance des effectifs a tendance à être la plus rapide dans ces pays et par conséquent les taux globaux s'équilibrent. Dans certains anciens États membres, la participation au programme a stagné voire diminué.

Les raisons pour lesquelles les étudiants participent à ce programme sont principalement liées au développement personnel: la possibilité de vivre à l'étranger, de rencontrer de nouvelles personnes, d'acquérir des compétences non techniques ("soft skills") mais également d'améliorer les compétences linguistiques. Les avantages qu'ils en attendent pour leur future carrière comptent moins en ce qui concerne les priorités individuelles, mais ils demeurent un facteur important pour la plupart des étudiants.

Les étudiants ERASMUS ont tendance à venir de catégories socio-économiques plus élevées. D'autres tendances indicatives révèlent que, dans la plupart des pays, un nombre relativement plus important d'étudiants ERASMUS proviennent d'universités "académiques" traditionnelles plutôt que d'établissements d'enseignement supérieurs alternatifs, et que davantage d'étudiants ERASMUS sont issus de la capitale et d'autres villes. Les taux de participation sont les plus élevés parmi les étudiants en sciences économiques et sociales, les moins élevés se situant parmi les étudiants dans le domaine scientifique. Les étudiants ERASMUS tendent à être plus jeunes que la moyenne des étudiants.

Principales conclusions sur les obstacles financiers

Les contraintes financières constituent le facteur limitatif le plus important quant à une participation au programme. 57 % des étudiants n'ayant pas participé au programme affirment qu'il est trop onéreux d'envisager des études à l'étranger, et 29 % rejettent ce programme après en avoir examiné les modalités car la bourse accordée est insuffisante pour couvrir les frais encourus.

Leur degré de perception des obstacles financiers varie considérablement d'un pays à un autre. Dans la plupart des pays, les étudiants sont très préoccupés par les obstacles financiers, même si dans un certain nombre de pays, notamment en Finlande et en Suède, les préoccupations liées à ces obstacles sont relativement moins importantes que celles liées à d'autres aspects. Néanmoins, dans l'ensemble des pays les contraintes financières se situent parmi les trois préoccupations majeures des étudiants en ce qui concerne la mobilité.

Les obstacles perçus ne semblent cependant pas conduire à une diminution du taux de participation au niveau national, ni augmenter la proportion des étudiants issus des familles à revenus plus élevés chez les étudiants mobiles. Ce ne sont pas seulement les ressources financières disponibles qui constituent une contrainte pour les étudiants, mais surtout

l'équilibre entre les coûts et les avantages escomptés: les étudiants investissent plus à partir de leurs propres ressources financières dans l'expérience ERASMUS dès lors qu'ils s'attendent à en obtenir des avantages directs sur le marché du travail. Il est évident que la valeur d'une expérience dans l'enseignement supérieur à l'étranger est d'autant plus élevée sur les marchés du travail ayant une proportion faible de diplômés ayant eu cette expérience. Par conséquent, à mesure que le nombre d'étudiants ayant effectué des études à l'étranger augmente, l'avantage relatif qu'ils peuvent retirer de cette expérience sur le marché du travail diminue. Au cours des dernières années, l'avantage individuel retiré sur le marché du travail au plan financier à la suite d'une participation à ce programme a diminué. Par conséquent, dans certains pays (notamment ceux dont les niveaux d'études à l'étranger sont les plus élevés), ERASMUS n'est pas considéré comme un investissement rationnel dans une future carrière, mais plutôt comme un luxe qu'il est préférable d'éviter pour les étudiants aux ressources financières limitées.

Les étudiants ERASMUS sont en général issus de catégories socio-économiques plus élevées. La tendance est particulièrement évidente si l'on compare les pays riches aux pays les plus pauvres en Europe. Cette situation est probablement le reflet de différences de perception du programme au sein de chaque pays en fonction de la future "rentabilité" économique attendue pour les étudiants, qu'il s'agisse d'avantages en termes de consommation ou d'investissements.

Aussi le frein à la participation des étudiants issus de catégories socio-économiques plus modestes ne réside-t-il pas dans la mise à disposition de financements directs tels que l'accès à des prêts aux étudiants ou les ressources familiales, mais plutôt dans leur sensibilité face à des dépenses supplémentaires associées à une période d'études à l'étranger.

À cet égard, la volonté des étudiants de participer à ce programme n'est pas seulement influencée par le montant brut de la bourse, mais également, de manière explicite, par les modalités pratiques de financement pour une période d'études dans un environnement inconnu, et notamment l'incertitude concernant les frais encourus, le montant de la bourse qui sera finalement versé et l'incertitude quant à l'adéquation entre le calendrier des paiements et le moment où les dépenses seront engagées.

D'autres conclusions spécifiques portent sur les éléments suivants:

- Le degré de perception des obstacles financiers par les étudiants interrogés varie considérablement d'un pays à un autre. Dans cinq pays sur sept, ils sont la principale raison poussant les étudiants à ne pas envisager de faire des études à l'étranger; dans deux autres pays, ce problème fait partie des trois premières raisons invoquées.
- Il est certes difficile de donner une estimation fiable du nombre d'étudiants potentiellement mobiles qui n'étudient pas à l'étranger en raison de contraintes financières; nous estimons cependant que ce chiffre se situe entre 980 000 et 1,5 million d'étudiants. Toutefois, les difficultés financières ne constituent pas le seul obstacle à une participation; en effet, même si les problèmes financiers étaient complètement résolus, il est probable qu'une proportion importante de ces étudiants n'étudierait pas à l'étranger pour des raisons familiales ou personnelles.
- La reconnaissance des crédits est également une préoccupation majeure des étudiants dans presque tous les pays. En moyenne 34 % des étudiants interrogés ont affirmé que les craintes liées à cette reconnaissance ont influencé leur décision de ne pas participer au programme, le taux atteignant 60 % dans

certaines pays. Dans plusieurs États, cet aspect est renforcé par la crainte que les problèmes liés à la reconnaissance des crédits retarderont l'obtention du diplôme et généreront des coûts supplémentaires dus à l'accumulation de prêts aux étudiants, aux frais de scolarité et/ou aux revenus reportés.

- Les systèmes de soutien financier aux étudiants diffèrent considérablement en Europe en ce qui concerne la part relative des bourses, prêts et autres types de subventions et du niveau absolu de soutien. D'après les données disponibles, il semblerait que, lorsque les étudiants disposent d'une source de revenus indépendante (bourses universelles), ils perçoivent les obstacles financiers comme un obstacle mineur pour participer au programme ERASMUS. Il n'existe pas de lien évident entre les aides liées aux besoins qui existent dans les systèmes nationaux et la répartition socio-économique des étudiants ERASMUS.
- Les fonds disponibles pour la mobilité des étudiants varient considérablement d'un pays à l'autre, mais semblent avoir une influence positive sur la participation à ce programme. Il n'est pas clairement établi si le financement supplémentaire encourage la participation, ou si ce financement indique que "l'internationalisation" est un élément important du calendrier national pour l'enseignement supérieur. Lorsque "l'internationalisation" est perçue comme une partie importante des activités universitaires, les étudiants peuvent ressentir une plus grande "pression" afin de faire preuve de mobilité.

Principales conclusions concernant d'autres obstacles potentiels

Les obstacles financiers ne sont pas le seul élément qui influence la participation à ce programme. Quatre séries d'obstacles potentiels supplémentaires peuvent être identifiées: les conditions propres au programme ERASMUS, la compatibilité des systèmes d'enseignement supérieur, un manque d'information et des éléments personnels.

Les étudiants semblent montrer un intérêt marqué quant à la possibilité d'étudier à l'étranger. Seuls 24 % des étudiants n'ayant pas participé au programme ERASMUS ont déclaré ne pas être intéressés par un programme d'études à l'étranger. En même temps, trois aspects préoccupent les étudiants quant à la participation à un tel programme d'études: les problèmes liés à la reconnaissance des crédits obtenus, les compétences linguistiques et les relations personnelles qui constituent un frein à une plus grande mobilité.

Les conclusions relatives aux autres obstacles potentiels sont les suivantes:

- Outre les questions financières, l'importance des autres obstacles potentiels reflète de fortes variations au niveau national.
- Les étudiants interrogés ont indiqué que la reconnaissance des crédits obtenus constitue le facteur incitatif le plus important pour participer à un programme d'études à l'étranger (66 % sont d'accord avec cette affirmation), tandis que 62 % ont suggéré que le niveau de la bourse ERASMUS devait être plus élevé et 62 % veulent être en mesure de choisir une université d'accueil en dehors des institutions énumérées.
- 41 % des étudiants ont déclaré être au moins partiellement découragés par des études à l'étranger en raison de leurs compétences linguistiques limitées. Ce pourcentage varie entre 34 % et 62 % selon les pays.
- Pour les étudiants n'ayant pas participé au programme ERASMUS, les relations personnelles et les raisons familiales qui ont freiné leur mobilité ont constitué un obstacle (très) important pour près de la moitié des étudiants (46 %), variant

entre 36 % et 58 % selon les pays. Ces facteurs ont été très importants pour ceux qui n'avaient pas envisagé sérieusement de participer à ce programme, tandis que les étudiants ERASMUS et ceux qui avaient envisagé d'y participer ont signalé que cet obstacle n'était pas majeur.

- Relativement peu d'étudiants ont mentionné la forte concurrence pour l'obtention de bourses comme étant un obstacle. Dans le même temps, 6% (3 %-13 % selon les pays) des étudiants ont déclaré n'avoir pas pris part au programme parce que leur candidature à une bourse n'avait pas été retenue, signe manifeste de l'existence d'une demande d'allocation d'un plus grand nombre de bourses.
- Les informations disponibles sur le programme demeurent à être un problème pour quelques étudiants; 53 % des personnes ayant répondu ont indiqué que des informations complémentaires les auraient convaincus d'y participer. À l'inverse, parmi les étudiants ayant participé, seuls 16 % ont déclaré avoir rencontré des problèmes liés à la quantité d'informations disponibles sur le programme.
- Environ 35 % des étudiants ERASMUS ont trouvé que la charge administrative constituait une difficulté importante, mais, en même temps, seuls 16 % des étudiants ont estimé que les exigences administratives constituaient un motif (très) important les incitant à ne pas participer.
- L'image du programme ERASMUS semble être "sociale" plutôt qu'"académique". Bien qu'il puisse attirer certains groupes d'étudiants, le programme semble moins attrayant pour ceux qui sont intéressés par une expérience universitaire plus intense.
- En moyenne, environ un tiers des étudiants se sont dits préoccupés par le choix limité des établissements d'accueil. Cependant, dans certains pays cette question est l'une des principales préoccupations, 61 % des étudiants reconnaissant qu'un choix plus large d'établissements les inciterait à participer au programme.
- Un tiers environ des étudiants ERASMUS ont éprouvé des difficultés en raison de l'incertitude liée au système d'enseignement à l'étranger (34 %) et un manque d'intégration/de continuité entre les matières étudiées dans leur propre pays et à l'étranger (33 %). Les préoccupations sur la qualité du système d'enseignement à l'étranger sont moins importantes (23 %).
- Certains aspects se sont révélés peu importants pour les étudiants: très peu ont trouvé que le programme d'étude était trop long (3-11 %) ou trop court (8-26 %). Quant aux obligations professionnelles dans leur propre pays, elles ont constitué l'obstacle le moins important: l'absence de programmes d'études en anglais à l'étranger et le manque de soutien quant aux prestations aux étudiants sont considérés comme un problème mineur.
- Pour les étudiants en licence, la plupart des obstacles sont supérieurs à ceux que connaissent les étudiants en master, mais leur importance relative demeure la même.

Recommandations

Sur la base de ces conclusions, l'étude formule les recommandations suivantes.

A. Recommandations sur les obstacles financiers

- Le programme ERASMUS est un succès et l'étude a révélé une forte demande encore non satisfaite. Aussi est-il nécessaire de disposer de bourses ERASMUS supplémentaires.
- D'importantes différences nationales existent en ce qui concerne les obstacles les plus importants à la participation au programme: il convient d'orienter les recommandations politiques en fonction des situations spécifiques à chaque pays et de trouver des solutions adaptées à leurs problèmes intérieurs. Notre étude a révélé (en particulier la recherche documentaire) qu'il existait peu d'analyses nationales sur les taux de participation à ERASMUS. Ces recherches nationales donneraient pourtant des indications importantes pour les instruments de politique intérieure (notamment les agences nationales et les institutions qui ciblent de manière spécifique les groupes d'étudiants qui participent le moins).
- Un problème particulier résultant des mécanismes en place réside dans le fait que les pays qui connaissent une grande réussite (c'est-à-dire les pays ayant des niveaux de participation élevés) sont victimes de leur succès en raison de budgets ERASMUS fixes. Ces pays sont confrontés aux choix suivants: (a) décevoir un grand nombre d'étudiants, (b) diminuer le montant de la bourse par étudiant ou (c) allouer des fonds nationaux supplémentaires. Il conviendrait de prendre des mesures au niveau européen afin d'éviter de pénaliser un tel succès. Pour résoudre ce problème, des fonds supplémentaires devraient être disponibles pour les pays à forte participation ou pour ceux dans lesquels la demande dépasse largement ce que la bourse peut couvrir. Une politique alternative serait de créer un fonds de réserve ERASMUS afin de récupérer les fonds des pays ayant sous-utilisé leur budget et de les réattribuer aux pays ayant plus de candidats que de places disponibles.
- Demander aux étudiants un effort financier accru n'est pas envisageable. Les avantages économiques liés à une participation au programme ERASMUS ont diminué tandis que les coûts économiques individuels de l'enseignement supérieur (frais de scolarité, recours à des prêts étudiants) ont augmenté. Étant donné que les avantages résultant d'études à l'étranger sont en baisse et que la bourse ERASMUS n'est pas liée aux dépenses réelles engagées au cours d'une période d'études à l'étranger, les étudiants sont moins enclins à investir leurs propres ressources financières dans une activité mal définie et dont les coûts potentiels ne sont pas limités, qui n'apporte pas d'avantages substantiels sur le marché du travail et qui entraîne souvent des problèmes de reconnaissance.
- Les étudiants ERASMUS ont identifié une série d'avantages à long terme suite à leurs études à l'étranger, dont des compétences qui peuvent être transférées, l'acquisition de connaissances linguistiques et le développement comportemental qui peuvent modifier le calcul coûts-bénéfices des étudiants, et en particulier accroître leur désir d'étudier ou de travailler à l'étranger pour accéder à ces avantages. Lors de la promotion de ce programme, une plus grande attention devrait être accordée à ces avantages à long terme.
- L'utilisation d'investissements privés directs effectués par les étudiants pour le programme ERASMUS n'est pas envisageable, mais le recours aux contributions

des entreprises qui accueillent des étudiants et autres agences impliquées dans les stages ERASMUS pourrait être davantage encouragé. Il existe des possibilités considérables de stages dans le cadre de ce programme, étant donné les avantages évidents pour les étudiants (malgré quelques problèmes administratifs) et les entreprises participantes.

- Des études menées antérieurement ont montré que le milieu socio-économique ne constitue pas l'obstacle le plus important à une participation à ce programme, bien qu'il y contribue. Lorsqu'il s'agit d'examiner quelles seraient les politiques les plus efficaces, il convient de noter que c'est au niveau national (système national de soutien aux étudiants) que la prise en charge des besoins des étudiants issus de milieux défavorisés est la mieux assurée en s'appuyant éventuellement sur les ressources des différents établissements d'enseignement supérieur. De nombreux systèmes d'aide aux étudiants disposent déjà de mécanismes pour les étudiants défavorisés; aussi convient-il de veiller à ce que les mécanismes politiques liés au programme ERASMUS ne conduisent pas à une reproduction de la bureaucratie et à une réduction de la transparence.
- Il existe des différences spécifiques de taux de participation en fonction de la zone géographique; les régions les moins développées et les zones rurales ont généralement des taux de participation plus faibles que les régions métropolitaines et les capitales. Ceci est particulièrement vrai pour les régions les moins favorisées qui ne comptent pas de grandes universités de recherche, mais de petits établissements spécialisés, des instituts supérieurs et des universités spécialisées dans les sciences appliquées. Il est tout à fait possible d'utiliser des fonds structurels européens afin d'accroître la participation dans les régions éligibles. Néanmoins, la dynamique des inégalités n'est pas totalement claire, aussi une étude plus approfondie de ces problèmes et de ces inégalités est-elle nécessaire avant toute intervention politique décisive.
- L'étude a révélé l'existence de certains obstacles financiers et administratifs, en particulier en ce qui concerne les procédures de paiement. Il existe des arguments solides en faveur de paiements anticipés en raison des problèmes causés par les retards de paiement, et une plus grande transparence concernant les niveaux des bourses est nécessaire. Une meilleure information devrait être fournie sur les coûts bruts générés par une période d'études à l'étranger par rapport aux bourses disponibles.
- Les informations fournies sur les possibilités de cofinancement dans les pays et les établissements sont une préoccupation particulière des étudiants. Ils ont indiqué que les informations faisaient défaut et/ou n'étaient pas suffisamment transparentes. Le même argument s'applique en ce qui concerne la possibilité de transférer des bourses nationales, institutionnelles et autres et des prêts. Il s'agit d'une contribution importante pour surmonter les obstacles financiers à une participation au programme ERASMUS, mais tous les étudiants ne semblent pas être informés de ces possibilités.
- La reconnaissance et le transfert des crédits obtenus demeure un problème de taille et constitue le deuxième obstacle le plus important, outre les problèmes financiers. Les deux questions sont clairement liées car le manque de reconnaissance peut conduire à un allongement de la période d'études, ce qui génère des frais supplémentaires. Il existe des inquiétudes sur le processus de Bologne qui n'aurait pas encore suffisamment abordé les problèmes de reconnaissance que rencontrent les étudiants ayant étudié à l'étranger et les

autorités chargées de l'examen des crédits et de leur reconnaissance quand ils ont été obtenus ailleurs par leurs propres étudiants.

- Il est possible d'accroître la participation par le biais de bourses ERASMUS dans le cadre de cursus conjoints et doubles (qui abordent directement la question de la reconnaissance) comportant une période d'études obligatoire à l'étranger. Ces systèmes ont l'avantage de renforcer la mobilité des enseignants et contribuent donc à améliorer la mobilité des étudiants.

B. Recommandations portant sur d'autres facteurs

- L'étude n'a pas montré de problème significatif quant au temps moyen d'études réalisées à l'étranger (6 mois) au moyen de bourses ERASMUS. Il existe des possibilités de mobilité d'une nature légèrement différente, en particulier pour des programmes intensifs courts (1-3 semaines) impliquant des étudiants et des enseignants de plusieurs pays et établissements, destinées à ceux qui ne sont pas (encore) convaincus des avantages d'une plus longue période.
- Il est possible d'étendre le programme afin de permettre d'effectuer des périodes plus longues à l'étranger. Toutefois, les enveloppes financières impliquent la nécessité de parvenir à un compromis en ce qui concerne le coût, ce qui réduit la participation globale (impliquant moins d'étudiants pour des périodes plus longues).
- Le programme de stages a été perçu comme un succès et semble mûr pour une publicité renforcée auprès des étudiants et des employeurs, ce qui accroîtra la participation globale, notamment dans les universités des sciences appliquées où les stages font souvent partie intégrante du cursus.
- L'étude a mis en évidence la possibilité de résoudre des problèmes de mobilité en dehors du système d'enseignement supérieur. Par exemple, il a été observé que les étudiants ayant reçu des informations sur les opportunités d'études à l'étranger à un stade précoce de leur parcours éducatif sont plus enclins à participer à des programmes de mobilité. Il serait possible de diffuser, à la fin de l'enseignement secondaire, davantage d'informations sur le fait d'étudier à l'étranger et ses nombreux avantages, notamment les compétences qui peuvent être transférées et les connaissances linguistiques.
- Le programme ERASMUS est globalement considéré comme un succès, bien que le niveau de cette réussite diffère entre les pays et les parties intéressées. Il existe deux alternatives pour améliorer l'image de ce programme. Une approche pourrait consister à s'assurer que ce programme conserve une identité homogène pour toutes les parties concernées, notamment par le biais d'un portail d'information à l'échelle européenne, contenant notamment des informations complètes sur les questions européennes, nationales et institutionnelles. Elle pourrait passer par la création de cours d'introduction uniformes à ERASMUS pour les étudiants qui partent ou ont l'intention de partir avec un programme d'échange. Une seconde approche consisterait à accepter la diversité des images et à faire usage des expériences vécues par les participants et les anciens étudiants pour promouvoir le programme, en insistant sur le partage des expériences, les informations pratiques, les informations sur "ce qu'il convient de faire et ne pas faire", les systèmes de partenariats et de tutorat, une meilleure intégration des étudiants participant au programme et le renforcement ainsi que la professionnalisation des organismes d'étudiants tels que le réseau des étudiants ERASMUS.